

CLER INFOS

RÉSEAU POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Cinq idées reçues
sur la transition
énergétique allemande

Objectif 2030 :
un bien maigre
accord

Le CLER à Pollutec

Economie sociale et solidaire et transition énergétique





des bénévoles, régulièrement renouvelés, motivés par le projet et l'équipe de direction. Certaines décisions sont parfois un peu longues à prendre. C'est quelquefois un frein, mais ça permet aussi d'éviter des erreurs.

CI : Quel serait son principal point fort ?

MC : Nous n'avons pas d'actionnaires qui réorientent notre activité en vue de faire plus de profit, mais des adhérents qui cotisent et s'engagent pour que

nous gardions le cap et que notre activité aie plus de sens. C'est précieux et ça donne plus envie de se lever le matin.

CI : Vous faites partie de l'ESS, ce secteur a-t-il un rôle particulier à jouer dans la transition énergétique ?

MC : La transition énergétique a besoin de tout le monde, et pas seulement de l'ESS pour atteindre ses objectifs. Mais les entreprises de l'ESS, inscrites dans une recherche d'autres modèles, une envie de se développer autrement...

ont peut-être plus de facilité à engager le changement. À Solagro, c'est dans nos gènes et au cœur de nos actions de rechercher les alternatives, trouver les solutions pour les mettre en œuvre et essayer d'inciter le plus grand nombre à suivre la voie. C'est peut-être ce dernier point le plus important, car la transition énergétique ne se fera que si on réussit à y embarquer tout le monde. Les habitudes de pratiques collaboratives et participatives de l'ESS sont sans doute un atout.

Europe

Les coopératives d'énergie renouvelable à la croisée de l'ESS et de la transition énergétique

Thomas Bauwens et Benjamin Huybrechts, Centre d'Économie Sociale, HEC-Ecole de Gestion de l'Université de Liège

La transition vers un système énergétique durable ne constitue pas seulement un défi écologique majeur. Elle soulève également une question fondamentale de justice : comment les bénéfices et les coûts de ce processus seront-ils répartis au sein des sociétés, aux échelons nationaux, régionaux et locaux ? C'est à la croisée de ces problématiques qu'économie sociale et solidaire et transition énergétique se rejoignent.

Les coopératives d'énergie renouvelable constituent probablement une des expressions les plus tangibles de cette synthèse. Ces organisations proposent aux citoyens de devenir eux-mêmes propriétaires des unités de génération d'énergie renouvelable installées dans leur municipalité. Ils deviennent ainsi bénéficiaires directs des retombées économiques de la production d'énergie et sont impliqués dans les processus de prises de décision.

Un succès croissant en Belgique

En Belgique, ces initiatives ont connu un succès croissant durant la dernière décennie, en dépit de leur poids encore marginal dans le paysage énergétique. En 2010, les coopératives belges se sont rassemblées dans une fédération, REScoop Belgique, qui compte à ce jour 19 membres et membres associés. Ces organisations représentent environ 55 000 coopérateurs, dont une majorité est membre d'Ecopower, une coopérative flamande qui fait figure de

pionnier, tant en Belgique qu'au-delà de nos frontières. Cette dernière est en effet très impliquée dans le développement de la fédération européenne des coopératives d'énergie renouvelable, REScoop Europe, fondée en 2013.

Ancrage local et implication citoyenne

L'ancrage local et l'implication citoyenne que les coopératives promeuvent présentent plusieurs avantages. Premièrement, ces organisations favorisent considérablement le soutien local à l'installation de technologies de génération d'énergie renouvelable, en particulier des éoliennes terrestres, dans un contexte de densité démographique élevée. Ensuite, plusieurs d'entre elles mènent des projets de promotion de l'efficacité énergétique, à l'instar de BeauVent dans la province de Flandre-Occidentale, qui a initié des projets de cogénération et d'habitation passive. Enfin, ces organisations constituent des lieux d'expérimenta-

tion de partenariats innovants avec les différents acteurs locaux. La coopérative Courant d'Air, dans l'est du pays, en offre un exemple éloquent. En échange de la permission d'ériger des éoliennes sur le territoire de la municipalité, cette coopérative a installé des panneaux photovoltaïques sur les toits des écoles municipales pour couvrir 80% de leur consommation d'électricité. En contrepartie, celles-ci ont pour tâche de réduire leur consommation de 20% en investissant dans l'efficacité énergétique des bâtiments et dans les économies d'énergie que réalisent les parties prenantes des écoles.

Une citoyenneté énergétique et économique

Outre une redistribution plus juste des avantages et inconvénients de la transition énergétique, les coopératives d'énergie renouvelable offrent donc une réelle opportunité aux particuliers de s'engager activement dans la production d'énergie et de participer aux prises de décisions y afférant d'une manière démocratique. Elles contribuent du même coup à faire naître une « citoyenneté » énergétique et économique essentielle pour engendrer une implication accrue dans la transition et un soutien à sa mise en œuvre.